

L'arme anti-crise : Gladstone plutôt que Keynes

par Jean-Marc Daniel*

C'est une histoire qui avait commencé vers 1760 du côté de Manchester et qui se poursuit aujourd'hui en Chine et dans les jeunes puissances émergentes. Pour Jean-Marc Daniel, professeur à l'ESCP et à l'Ecole des Mines de Paris, plutôt que de chercher à traiter le choc de 2008-2009 avec les recettes de la crise de 1929, mieux vaudrait en revenir aux deux principes qui, selon Gladstone, garantissent la force d'une nation : avoir – et encourager – les entrepreneurs et un Etat qui se soucie strictement de l'équilibre de ses finances.

Quels sont les enjeux de la décennie à venir pour la France et pour l'Europe, compte tenu de l'évolution de nos sociétés ?

D'abord deux remarques.

La première est que le plus grand économiste était André Gide. Cela se confirme parce qu'il est revenu d'URSS en disant ce qui s'y passait. J'attends que quelqu'un rentre de Chine en disant ce qui s'y passe vraiment. J'attends l'André Gide de la Chine qui nous débarrassera de la sino-béatitude et qui nous dira vraiment que les pays mercantilistes ont été condamnés au XVIIe siècle et qu'ils le seront au XXIe siècle. Je vais vous expliquer pourquoi.

La deuxième : je ne comprends pas l'expression de « capitalisme financier ». La seule fois où j'avais repéré que l'on parlait de « capitalisme financier », ce n'était pas pour cette crise mais dans un livre de 1910, d'un socialiste qui s'appelait Hilferding, qui était un personnage très important de la pensée économique, que l'on ferait bien de lire aujourd'hui pour deux raisons.

Il avait annoncé un certain nombre de choses qui étaient aussi péremptoires que ce que nous avons sur le capitalisme financier actuel, et aucune ne s'est vérifiée. C'est la force de la prévision péremptoire.

Ensuite, chose plus triste et je le dis de façon incidente, il s'était réfugié ici parce qu'il était social-démocrate allemand et, en 1940, la police française l'a livré aux Nazis parce que cela faisait partie des conditions de l'armistice.

Nous sommes dans un endroit – France-Amérique – où l'on vante les mérites de la démocratie et je pense que la démocratie, en tant que valeur, dépasse l'Occident. L'Occident n'a pas toujours connu la démocratie et des gens, dans ce pays, ont livré un réfugié politique allemand à la Gestapo en 1940 sur la base d'un traité parce que cela faisait partie des conditions d'armistice. Tout cela pour dire qu'à mon avis la démocratie, la liberté, c'est quelque chose qui dépasse nos valeurs, que je considère comme étant partagé, mais fragile. On peut être démocrate en Asie, on peut être démocrate en Chine et on peut être salopard à Paris.

Que s'est-il passé et qu'est-ce qui est actuellement en crise ? Ce n'est pas le capitalisme qui est en crise et ce n'est pas le libéralisme. Je pense que l'on va même vers un monde qui sera de plus en plus libéral.

Ce qui est en crise, ce n'est pas le néolibéralisme, le néocapitalisme. Tout cela à mes yeux n'existe pas. Ce qui est en crise, c'est un mode de fonctionnement de l'économie américaine que j'ai qualifié dans mon livre de « keynésianisme néoconservateur ».

Grosso modo, le schéma économique intellectuel américain qui a été mis en place dans l'après-guerre sous la présidence Truman a vécu, au travers de tous les présidents des Etats-Unis, avec l'idée que l'on maintenait de la croissance économique en augmentant la demande. C'est le principe de base qui permet de résoudre la crise de 1929.

Comme l'indiquait Keynes lui-même, dont la seule pensée toujours d'actualité est de dire que l'on fait toujours de la politique d'économiste mort pour répondre à des crises dépassées, les Etats-Unis mènent la politique d'économie d'un homme mort qui est Keynes pour répondre à une crise qui est passée (celle de 1929).

C'est d'ailleurs tellement vrai que l'on n'arrête pas de nous dire que l'on a de la chance d'avoir M.

Bernanke à la Réserve Fédérale des Etats-Unis parce qu'il est le grand spécialiste de la crise de 1929 ! C'est dommage, j'aurais aimé qu'il soit le spécialiste de la crise de 2008. Il répond d'ailleurs très pertinemment à la crise de 1929, et c'est cela qui est inquiétant.

Cette politique économique est une politique économique dans laquelle on injecte en permanence de l'argent. C'est l'arbitrage de Phillips : pour résoudre le chômage, on risque d'avoir de plus en plus d'inflation et, si on a de plus en plus d'inflation, on l'a vu pour la Grande-Bretagne dans les années 50-60, la monnaie est menacée de dévaluation. Quand elle est menacée de dévaluation, elle l'est par rapport à une référence. La livre sterling des années 50-60 était en permanence menacée de dévaluation par rapport à l'or.

Quelle est la grande astuce des Etats-Unis pour que le dollar ne soit pas menacé de dévaluation vis-à-vis de l'or ? C'est de supprimer l'or.

Vous mettez en place un système dans lequel votre monnaie n'est menacée de rien puisqu'elle ne se réfère à rien, et vous instaurez une régulation par la demande, c'est-à-dire que vous injectez en permanence du pouvoir d'achat pour essayer de maintenir une situation dans laquelle il n'y a pas de chômage. C'est sur ce système que fonctionnent les Etats-Unis.

Vous avez en regard de cela effectivement un déséquilibre offre-demande. Pour avoir la certitude que vous atteignez le plein-emploi, un mécanisme d'arbitrage de Phillips se met en place. Plus vous avez de création d'emplois, plus vous avez de tension entre l'offre et la demande, une demande qui devient excessive et vous avez soit de l'inflation, soit de l'importation de biens extérieurs.

Les Etats-Unis ont trouvé, face à eux, un Etat mercantiliste. Ils ont trouvé un Etat prêt à leur vendre à un prix ridiculement bas. Ils ont donc évité l'inflation sous forme de hausse des prix.

Ils ont trouvé un Etat qui accumule des dollars. La Banque Centrale de Chine a 2 400 milliards de réserve, mais ce n'est pas le pays qui a le plus de dollars. C'est le pays où il y a le moins de système bancaire organisé qui permette de diffuser ces dollars.

L'excédent commercial chinois est récent.

En 1978, quand je faisais mes études, on venait de sortir les statistiques de la Banque mondiale et c'était la grande époque où l'on nous annonçait déjà que le Japon allait conquérir le monde. On avait une espèce de commisération assez méprisante et ridicule pour la Chine qui était de très loin le pays le plus pauvre du monde. Quand je faisais mes études, on racontait que, pour aller à l'Assemblée générale des Nations Unies, Deng Tsiao Ping était obligé d'emprunter les dollars qui lui permettaient d'acheter les billets d'avion et qu'il finissait par acheter le billet d'avion à la China Airlines. Surtout, la compagnie chinoise n'avait pas assez de dollars pour payer le droit d'atterrissage sur l'aéroport de New York et les Etats-Unis, qui étaient en train de nouer cette alliance privilégiée dont on parle, ont fait une espèce de geste et ont payé le droit.

La Chine n'avait pas de dollars à l'époque. Or, le Japon les accumulait. Cela fait cinquante ans que le Japon accumule des dollars. Cela fait cinquante ans que l'Allemagne accumule des dollars. Ils ne sont évidemment pas dans la Banque Centrale du Japon, ni dans celle d'Allemagne, ni dans la BCE. Monsieur Trichet veille au grain. Dès qu'il voit arriver un dollar, il ne le ramasse pas. Ramasser un dollar, c'est ramasser la promesse qu'un jour les Américains se mettront à travailler. Monsieur Trichet n'est pas fou. Il ne va pas s'engager dans cette aventure. Les dollars, il ne les ramasse pas !

Celui qui ramasse les dollars est celui qui est en train de se faire avoir par les Etats-Unis. Les Américains ont mis en place ce système. Cela peut durer jusqu'au moment où l'inflation traditionnelle réapparaît.

Quand l'inflation traditionnelle a-t-elle réapparu ? Lorsque cette masse colossale de dollars en circulation a eu un impact. Dans n'importe quelle économie, lorsque la quantité de monnaie en circulation augmente et que la quantité de travail en face n'augmente pas aussi vite, on finit par avoir de l'inflation sous forme de bulle. Il y a eu des bulles spéculatives.

L'économie mondiale s'est heurtée à ce déséquilibre offre-demande aux Etats-Unis qui injectent de la monnaie en permanence dans le système de l'économie mondiale, ce qui se traduit par des hausses de prix et une inflation déguisée, dans un premier temps en déficit extérieur américain, dans un deuxième temps en bulle. Ce qui est à l'origine de la crise, c'est le durcissement brutal de la politique monétaire pour lutter contre ces bulles qui étaient en train d'apparaître.

On peut rentrer dans le détail et se demander s'il était très sain de prêter aux pauvres. Aux Etats-Unis, on s'est mis à prêter aux pauvres. Le principe de base du banquier est de prêter aux riches. Le principe de base du socialisme défunt, celui qu'incarne encore soi-disant la Chine, l'économie socialiste de marché, c'est-à-dire une économie qui n'est ni socialiste ni de marché, était de promettre aux pauvres qu'ils étaient aujourd'hui pauvres, mais qu'ils seraient demain riches.

Le système financier américain a dit aux pauvres : « Vous êtes riches et vous ne le savez pas. On va vous prêter et vous êtes riches. Ainsi, vous pourrez acheter une maison dont la valeur va s'accroître ». La maison en question est en train d'être rasée parce qu'elle ne vaut plus rien, mais on leur a promis, on leur a expliqué qu'ils étaient riches.

Encore une fois, je résume mon propos parce que c'est important pour moi, ce système n'est ni capitaliste, ni libéral. C'est un système keynésien néoconservateur.

Dans la période démocrate, on injectait de l'argent en augmentant les dépenses publiques. Dans la période républicaine néoconservatrice, on injecte de l'argent en baissant les impôts. Le vrai problème est que l'on a déshabitué le peuple américain à payer des impôts.

La pression fiscale sur les Etats-Unis est revenue à des niveaux qui étaient ceux des années 1910-1920.

Encore une fois, la conséquence est la suivante : on injecte de la monnaie, un arbitrage de Phillips mondial s'installe, de moins en moins de chômage et une menace permanente d'inflation.

La Chine est-elle une menace dans tout cela ?

Je fais partie des naïfs qui pensent au « win win ». Que va-t-il se passer en Europe ? Je pense que nous vivons une transition, une phase nouvelle dans un processus qui a commencé dans les années 1760 en Europe où l'on est sorti de l'économie pénurie, qui était l'économie socialiste, l'économie mercantiliste, l'accumulation de signes monétaires pour passer à une économie de croissance. Comment cela s'est-il fait ? Je ne sais pas. Je ne sais pas ce qui a pris aux Anglais dans les années 1760 de se mettre à travailler. L'économie rurale du XVIIe siècle comme l'économie socialiste soviétique du XXe siècle étaient des économies où l'on faisait semblant de travailler, en échange de quoi on faisait semblant de vivre.

Donc, les Anglais se sont mis en 1760 à travailler. Je ne sais pas ce qui leur a pris, mais toujours est-il que, depuis, le monde entier est en train de se mettre au travail. Concrètement, des millions de paysans quittent une société médiocre, une vie médiocre, répétitive, faite de routine mais assez peu productive pour aller dans des usines et ensuite travailler dans des secteurs qui produisent de plus en plus. D'abord des objets et dans un deuxième temps, accéder dans ce que les économistes libéraux du XIXe siècle appelaient le moment où l'on passe de l'état de production à l'état stationnaire, c'est-à-dire où l'on échange de la culture, des idées. C'est ce qui est en train d'apparaître.

Ce processus, qui a commencé du côté de Manchester en 1760, est en train de gagner la Chine. Il gagne les continents et il gagne en ce moment les pays qui ont été les grands perdants du XXe siècle, c'est-à-dire les pays qui ont eu à subir les deux abominations du XXe siècle qu'ont été le communisme et le colonialisme. On nous parle de la Chine, mais quel pays a eu le plus de croissance sur ces quinze dernières années ? Au regard des statistiques qui sont fiables, il s'agit de la Slovaquie. Si l'on regarde l'évolution du nombre de chômeurs en Slovaquie en 2009 par rapport à 2008 – l'OCDE vient de sortir son rapport sur la situation de l'année prochaine –, en pleine crise, moins 10 000 chômeurs. Le chômage a baissé de 10 000 personnes en Slovaquie. Pour quelle raison ? Les Slovaques ne sont pas plus géniaux que nous. Ils se sont payés quarante ans de communisme et ils repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée.

Les Chinois repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée. Ils ont une revanche à prendre. Pour l'anniversaire de la Révolution, les 60 ans de la création du régime, les soldats ont fait 169 pas, ce qui correspond au nombre d'années qui les séparent du traité de Nankin, c'est-à-dire du moment où les Anglais les ont humiliés.

Le coup de génie de Nixon dans les années 70 est d'avoir repéré que les Américains et les Chinois avaient les mêmes amis. Historiquement, les Américains et les Chinois détestent les Anglais et les Japonais. Il s'agit d'un jeu assez subtil et compliqué. Ce compromis qui consistait à aller chercher les Chinois, c'est aussi aller chercher un pays qui avait été humilié, brisé par le colonialisme et le communisme. Que ce pays refasse surface me paraît normal. Ce pays, qui représente 25 % de la population mondiale, représente encore 7 % de la production mondiale. Il y a donc des raisons.

Si vous avez peur que les Chinois vous concurrencent, sachez que les Chinois ont compris que les Indonésiens vont les concurrencer, que les Vietnamiens vont les concurrencer, que les Nigériens vont les concurrencer. Le processus en cours n'est pas un processus chinois. C'est un processus mondial. C'est la fin de la paysannerie, de l'exode rural et c'est la croissance économique grâce à la fin de la paysannerie.

Sommes-nous morts dans tout cela ? J'ai appelé mon livre « le taureau » parce que le taureau était pour moi l'Europe, nous. C'était un discours de Gladstone. Mes étudiants ont du mal à savoir qui était De Gaulle et s'il était avant ou après Mitterrand. Quand je leur parle de Gladstone, ils me regardent avec de grands yeux. Je leur lis le discours de Gladstone de 1842 qui est à l'origine du libre-échange, qui est

cette période où l'Angleterre commence sa grande expansion par le libre-échange et incidemment par la guerre de l'Opium.

Gladstone explique que deux choses font la force d'un pays. Pour commencer, ses entrepreneurs. Je ne vois pas beaucoup d'entrepreneurs en Chine parce qu'il n'y a pas beaucoup d'entrepreneurs quand il y a un parti communiste. Un entrepreneur est quelqu'un qui lance une entreprise sans aucune visibilité. Il investit quelque chose que lui confie une banque pour faire quelque chose qu'il est absolument incapable de décrire et qui réussit. La première force de la Grande Bretagne en 1842, dit Gladstone, ce sont ses entrepreneurs et la deuxième force est le fait d'avoir des finances saines, c'est-à-dire d'avoir un Etat qui ne dépense pas plus qu'il ne gagne.

Le problème actuel du monde est que le déficit budgétaire mondial a été de 8,5 % en 2009. Le déficit budgétaire aux Etats-Unis a été de 13 % du PIB. Le déficit budgétaire anglais a été de 12 % du PIB. Le véritable enjeu est désormais là. L'Etat est mort parce qu'il passera son temps à essayer de sauver ses finances, de survivre. L'Etat est mort parce que sa capacité d'action est totalement obérée par les politiques irresponsables qui ont essayé de sortir de la crise par la fuite en avant. Il n'est pas mort parce qu'il y aura toujours des Etats, parce qu'il y aura toujours des gens qui feront la police et parce que l'Etat est consubstantiel à l'organisation humaine, mais la capacité de l'action de l'Etat est totalement brisée par l'endettement issu de la crise.

Les conséquences de cela sont les suivantes :

- Pour essayer de s'en sortir, l'Etat augmentera ses impôts. Parmi les économistes, la grande idée est de passer de la montgolfière au sablier. La montgolfière était la société des années 70, une grande société où c'était assez bien réparti et, comme il y avait de la croissance, tout le monde montait. Le sablier est que plus rien ne bouge. Il y a une grosse masse en bas de gens pauvres, une masse assez forte de gens riches, et les gens riches tombent parmi les gens pauvres.

Je ne pense pas que l'on aille vers une société en sablier. Je pense que l'on n'est pas dans la montgolfière, mais que l'on est dans une société qui commence à monter. Le seul véritable enjeu pour la classe moyenne sera d'engager des négociations avec ses mandants dans le cadre de la démocratie pour savoir sur qui paiera la facture de la dette. Qui paiera les impôts ?

Je pense à titre personnel que nous allons les payer parce que, si les entreprises les paient, il n'y aura pas de croissance économique. Là, effectivement, nous serons mal.

- Quand l'on regarde les évolutions de croissance potentielle que nous donnent les organismes internationaux, le problème de l'Europe est qu'elle est à la frontière technologique, c'est-à-dire qu'elle ne fait sa croissance que sur de nouvelles découvertes.

L'avantage de la Slovaquie est qu'elle fait sa croissance sur le travail et les techno centres de Renault et de Peugeot d'il y a trente ans. En France, Renault et Peugeot sont déjà là, ils ont déjà incorporé. A Flins, la productivité est déjà là. Il y a un problème d'efficacité.

La croissance potentielle telle qu'évaluée par l'OCDE au niveau américain sur la productivité telle qu'elle s'est pratiquée sur les dernières années, c'est-à-dire la capacité technologique inventée par les Etats-Unis, est de 1 % par an. L'Europe est aussi à 1 % et les pays émergents sont à 2 ou 3 %, uniquement sur des bases d'incorporation de la technologie importée.

Le véritable enjeu est de savoir s'il y aura des découvertes scientifiques. J'en suis convaincu.

J'ai assisté à un déjeuner-débat au cours duquel le PDG de Peugeot indiquait que l'on ne réalise pas tout ce qu'ils ont dans leurs cartons. Tout le monde est persuadé que la voiture électrique est un débat sur la voiture électrique entre Mme Ségolène Royal et M. Raffarin avec le FSI qui dit qu'il ne faut pas prendre l'argent du contribuable pour essayer d'organiser un désastre industriel.

Ce n'est pas l'avenir. L'avenir, c'est ce que M. Varin, le patron de Peugeot, a dans ses cartons pour préparer une voiture qui pèsera trois fois moins lourd que les voitures qu'il met actuellement sur le marché.

Cela s'appelle la mécanique quantique, les nanotechnologies, l'introduction de progrès techniques et l'introduction dans le processus de production des progrès réalisés par les physiciens dans les années 60.

La capacité à générer de la croissance économique est là, à condition que l'on n'empêche pas les entreprises de faire de la croissance économique et qu'on les laisse investir.

Nous allons payer plus d'impôts parce que les Etats, aux abois, n'ont pas d'autre solution.

- Troisième remarque sur le monde qui nous attend : l'Europe va-t-elle disparaître ? Actuellement,

l'Europe c'est l'euro. Une chose me rassure : le discours sur la Grèce.

Je dis à tous les gens que je rencontre d'acheter des bons du Trésor grec. Quelle est cette hargne à propos des Grecs ? Tout le monde est persuadé que l'on ne laissera pas tomber la Grèce. Il est de bon ton de venir dire : « L'Europe ne va pas si bien que cela ».

Il y a la queue pour rentrer dans l'euro. Les Islandais, qui étaient un modèle de dynamisme, se précipitent pour rejoindre l'euro. Souvenez-vous il y a dix ans, quand ils voulaient entrer dans l'Europe, ils avaient dit qu'ils ne rejoindraient pas l'euro parce qu'ils ne voulaient pas rejoindre ce club de « rastaquouères » puisqu'il y avait les Maltais, les Italiens, les Grecs dans l'euro. Il y en a maintenant du monde qui fait la queue pour être dans le cercle des « rastaquouères » parce que l'euro, cela marche ! L'euro, cela tient maintenant.

On parlait des alliances étranges Wall Street et autres. Je ne crois pas trop à ces alliances organisées. On parlait des agences de notation qui n'avaient rien vu venir. C'est rassurant. Ils se sont encore trompés une nouvelle fois. Je pense qu'il y a une espèce de hargne et d'angoisse, notamment dans l'organisation du monde, à travers l'idée que ce qui est en train de marcher, c'est la monnaie d'une zone géographique qui n'a pas d'Etat.

La force de l'euro, c'est qu'il n'y a pas d'Etat. La force de M. Trichet est qu'il fait une politique monétaire. Je l'ai toujours défendu. Il fait une bonne politique monétaire parce qu'il n'y a pas d'Etat pour venir la lui conseiller.

M.Greenspan ne faisait pas une bonne politique monétaire parce qu'il était obligé de financer le déficit budgétaire de l'Etat fédéral qui n'arrêtait pas de baisser les impôts pour gagner des élections. L'Europe a donc une chance inouïe : il n'y a pas de parti communiste, il n'y a pas d'Etat. Il y a juste un banquier central. Mon message est : quelle bonne nouvelle !

* *Dernier ouvrage* : « *Le taureau face aux tigres* », Pearson éducation

[<< Retour au sommaire](#)

 [Télécharger le PDF de l'article](#)

PRES@JE.COM

Une publication de l'association PRESAJE

(Prospective, Recherche et Etudes Sociétales Appliquées à la Justice et à l'Economie)

Siège social : 2 avenue Hoche 75008 Paris - Courrier : 30 rue Claude Lorrain 75016 Paris

Tél. 01 46 51 12 21 - E-mail : contact@presaje.com - www.presaje.com

Directeur de la publication : Michel Rouger